



CHAPITRE 65

Loi modifiant le Code municipal

[Sanctionnée le 10 juillet 1963]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

C. M., a.
77, remp.

1. L'article 77 du Code municipal est remplacé par le suivant:

"**77.** Le conseil d'une corporation locale peut, par le vote des deux tiers des conseillers, adopter un règlement accordant une rémunération au maire et aux conseillers pour leurs services comme tels.

Ce règlement doit, pour entrer en vigueur et devenir exécutoire, être approuvé par les électeurs municipaux propriétaires d'immeubles imposables de toute la municipalité, suivant la procédure prévue pour l'approbation d'emprunts à l'article 758 et s'il y a lieu aux articles 387*a* à 387*l*.

L'approbation du ministre des affaires municipales et celle de la Commission municipale de Québec ne sont pas requises dans le cas d'un tel règlement.

A défaut d'un règlement adopté et approuvé en conformité du présent article ou d'une disposition particulière d'une autre loi, les charges de maire et de conseiller sont à titre bénévole.

Le conseil peut aussi autoriser le paiement des dépenses de voyage et autres réellement encourues par un membre du conseil pour le compte de la corporation locale, pourvu qu'elles aient été autorisées par résolution du conseil."

CHAPTER 65

An Act to amend the Municipal Code

[Assented to 10th of July 1963]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Article 77 of the Municipal Code is replaced by the following:

M. C., a.
77, re-
placed.

"**77.** The council of a local corporation, by a two-thirds vote of the councillors, may enact a by-law to provide remuneration for the mayor and councillors for their services as such.

Such by-law must, to come into force and become applicable, be approved by the municipal electors who are proprietors of taxable immovables of the whole municipality, in conformity with the procedure provided for the approval of loans in article 758 and, if occasion arises, in articles 387*a* to 387*l*.

The approval of the Minister of Municipal Affairs and that of the Quebec Municipal Commission shall not be required in the case of such by-law.

Failing a by-law passed and approved in conformity with this article or a special provision of another act, the offices of mayor and councillor shall be without remuneration.

The council may also authorize the payment of travelling and other expenses actually incurred by a member of the council for the local corporation, provided that they have been authorized by resolution of the council."

C. M., a. 227, mod. **2.** L'article 227 du dit code, modifié par l'article 1 de la loi 9 George V, chapitre 83, l'article 1 de la loi 10 George V, chapitre 82, l'article 1 de la loi 11 George V, chapitre 105, l'article 2 de la loi 15 George V, chapitre 84, l'article 12 de la loi 18 George V, chapitre 94, l'article 1 de la loi 23 George V, chapitre 119, l'article 1 de la loi 24 George V, chapitre 82, l'article 1 de la loi 24 George V, chapitre 83, l'article 4 de la loi 2 George VI, chapitre 103, l'article 6 de la loi 5 George VI, chapitre 69, l'article 2 de la loi 13 George VI, chapitre 71, et par l'article 1 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 23, est de nouveau modifié en retranchant dans la troisième ligne du paragraphe 6, les mots "et les shérifs".

Id., a. 374, mod. **3.** L'article 374 du dit code, modifié par l'article 9 de la loi 17 George V, chapitre 74, et par l'article 16 de la loi 19 George V, chapitre 88, est de nouveau modifié en remplaçant, dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, le mot "quarante" par le mot "quatre-vingt-dix" et dans les deuxième et troisième lignes du deuxième alinéa, les mots "trois mois" par les mots "cent vingt jours".

Id., a. 387b, mod. **4.** L'article 387b du dit code, édicté par l'article 12 de la loi 5 George VI, chapitre 69, est modifié en remplaçant, dans la troisième ligne du premier alinéa, le mot "quarante" par le mot "quatre-vingt-dix".

Id., a. 392a, remp. **5.** L'article 392a du dit code, édicté par l'article 14 de la loi 20 George V, chapitre 103, et modifié par l'article 1 de la loi 4 George VI, chapitre 72, l'article 13 de la loi 5 George VI, chapitre 69, et par l'article 10 de la loi 13 George VI, chapitre 71, est remplacé par les suivants:

"392a. Toute corporation locale peut faire, amender ou abroger des règlements pour réglementer les matériaux à employer dans la construction et la façon de les assembler; interdire tous ouvrages n'ayant pas la résistance exigée et prévoir leur démolition; prescrire les conditions de salubrité et la profondeur des caves et sous-sols et l'usage qui peut en être fait; classer, pour fins de réglementation, les

2. Article 227 of the said code, amended by section 1 of the act 9 George V, chapter 83; section 1 of the act 10 George V, chapter 82; section 1 of the act 11 George V, chapter 105; section 2 of the act 15 George V, chapter 84; section 12 of the act 18 George V, chapter 94; section 1 of the act 23 George V, chapter 119; section 1 of the act 24 George V, chapter 82; section 1 of the act 24 George V, chapter 83; section 4 of the act 2 George VI, chapter 103; section 6 of the act 5 George VI, chapter 69; section 2 of the act 13 George VI, chapter 71, and by section 1 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 23, is again amended by striking out the words "and sheriffs" in the third line of paragraph 6.

Id., a. 374, am. **3.** Article 374 of the said code, amended by section 9 of the act 17 George V, chapter 74, and by section 16 of the act 19 George V, chapter 88, is again amended by replacing the word "forty" in the second line of the first paragraph by the word "ninety", and the words "three months" in the second line of the second paragraph by the words "one hundred and twenty days".

Id., a. 387b, am. **4.** Article 387b of the said code, enacted by section 12 of the act 5 George VI, chapter 69, is amended by replacing the word "forty" in the third line of the first paragraph, by the word "ninety".

Id., a. 392a, replaced. **5.** Article 392a of the said code, enacted by section 14 of the act 20 George V, chapter 103, and amended by section 1 of the act 4 George VI, chapter 72, section 13 of the act 5 George VI, chapter 69, and by section 10 of the act 13 George VI, chapter 71, is replaced by the following articles:

"392a. Every local corporation may make, amend or repeal by-laws to regulate the materials to be used in building and the manner of assembling the same; to prohibit any work not of the prescribed strength and provide for its demolition; to prescribe salubrious conditions and the depth of cellars and basements and the use to be made thereof; to classify, for purposes of regulation, dwellings, com-

habitations, établissements commerciaux, établissements industriels et tous autres immeubles, y compris les édifices publics; régler les endroits où peut être située chaque catégorie de constructions susdites; diviser la municipalité en zones dont le conseil juge le nombre, la forme et la superficie convenables pour les fins de cette réglementation et, quant à chacune de ces zones, prescrire l'architecture, les dimensions, la symétrie, l'alignement, la destination des constructions qui peuvent y être érigées, l'usage de tout immeuble qui s'y trouve, la superficie et les dimensions des lots, la proportion de ceux-ci qui peut être occupée par les constructions, l'espace qui doit être laissé libre entre les constructions et les lignes des lots, l'espace qui, sur ces lots, doit être réservé et aménagé pour le stationnement ou pour le chargement ou le déchargement des véhicules et la manière d'aménager cet espace; diviser, s'il y a lieu, ces zones en secteurs pour fins de votation prévue par le présent article; obliger le propriétaire à soumettre au préalable les plans de construction, de reconstruction, de transformation ou d'addition de bâtiments, les projets de changements de destination ou d'usage d'un immeuble ou de déplacement d'un bâtiment, à un officier désigné à cette fin, et à obtenir de celui-ci un permis de construction ou un certificat d'approbation; empêcher ou suspendre l'érection de construction ou l'exécution de travaux ou l'usage de bâtiments non conformes aux règlements et ordonner, au besoin, la démolition de toute construction érigée en contravention de ces règlements.

Tout règlement adopté en vertu du présent article et toute partie d'un tel règlement divisant la municipalité en zones ou en secteurs pour fins de votation, prescrivant les matériaux extérieurs, l'architecture, les dimensions, la symétrie, l'alignement, la destination des constructions qui peuvent y être érigées et l'usage de tout immeuble s'y trouvant, ou la superficie et les dimensions des lots, la proportion de ceux-ci qui peut être occupée par les constructions, l'espace qui doit être laissé entre les constructions et les lignes des lots, celui qui doit être réservé et aménagé pour le stationnement ou pour le chargement ou le déchargement des

mercial establishments, industrial establishments and all other immoveables, including public buildings; to regulate the places where each category of the aforesaid structures may be situated; to divide the municipality into zones of such number, shape and area as the council deems suitable for the purpose of such regulation and, with respect to each of such zones, to prescribe the architecture, dimensions, symmetry, alignment and destination of the structures which may be erected therein, the use of any immovable located therein, the area and dimensions of lots, the proportion of lots which may be occupied by structures, the space which must be left clear between structures and the lines of lots, the space which, on such lots, must be reserved and arranged for the parking, loading or unloading of vehicles and the manner of arranging such space; to divide such zones, if expedient, into sectors for purposes of the polling provided for by this article; to compel proprietors to submit previously the plans for the construction, reconstruction or alteration of or additions to buildings and projects for changes of the destination or use of an immovable or for the moving of a building, to an officer designated for such purpose and to obtain from the latter a building permit or certificate of approval; to prevent or suspend the erection of structures or the carrying out of works or the use of buildings not in conformity with the by-laws and to order the demolition, if necessary, of any structure erected in contravention of such by-laws.

Any by-law passed under this article and any part of such by-law dividing the municipality into zones or into sectors for voting purposes, prescribing the exterior materials, architecture, dimensions, symmetry, alignment or destination of the structures which may be erected therein and the use of any immovable located therein, or the area and dimensions of lots, the proportion of lots which may be occupied by structures, the space which must be left between structures and the lines of lots, the space which must be reserved and arranged for the parking, loading or unloading of vehicles and the manner of arranging such space, may not

véhicules et la manière d'aménager cet espace, ne peut être modifié ou abrogé que par un autre règlement approuvé conformément aux dispositions suivantes:

Le secrétaire-trésorier doit, dans les trois jours de l'adoption de ce règlement, en donner avis public et le tenir affiché durant au moins cinq jours.

Une assemblée publique des électeurs propriétaires doit être tenue, entre sept heures et dix heures du soir, aux lieu et jour fixés par le conseil, entre le quinzième et le vingt-cinquième jour de l'adoption du règlement et après un avis de convocation d'au moins cinq jours francs donné par le secrétaire-trésorier après l'expiration du délai fixé pour la présentation de la requête visée au dernier alinéa du présent article.

Cette assemblée est présidée par le maire ou le pro-maire ou, en leur absence, par un conseiller.

Le secrétaire-trésorier, agissant comme secrétaire de l'assemblée, lit le règlement d'abrogation ou de modification et le soumet aux électeurs présents et habiles à voter sur ce règlement. Si, dans l'heure qui suit la fin de la lecture du règlement, six électeurs propriétaires présents et habiles à voter, ou la majorité des électeurs habiles à voter lorsque leur nombre est inférieur à douze, demandent que le règlement soit soumis pour approbation aux électeurs propriétaires, le président de l'assemblée fixe le jour du scrutin à une date appropriée dans les quarante jours suivant cette assemblée; dans le cas contraire, le règlement est réputé avoir été approuvé par les électeurs.

Au cas de votation, elle a lieu à la date fixée par le président de l'assemblée des électeurs et conformément à la procédure prescrite par les articles 387*a* à 387*l*. Dans aucun cas, le règlement ne peut être approuvé par les électeurs à moins qu'un tiers de ceux qui ont le droit de voter sur ce règlement et qui résident dans la municipalité n'aient exercé leur droit de vote. Seuls sont admis à voter sur le règlement d'abrogation ou de modification, ou sur la partie d'un règlement relative à telle abrogation ou modification, les électeurs propriétaires d'immeubles situés dans la

be amended or repealed except by another by-law approved in accordance with the following provisions:

The secretary-treasurer, within three days of the passing of such by-law, shall give public notice thereof and keep it posted up for at least five days.

A public meeting of the electors who are property-owners shall be held, between seven and ten o'clock in the evening, at the place and on the day fixed by the council, between the fifteenth and the twenty-fifth day after the passing of the by-law and after a notice of convocation of at least five clear days given by the secretary-treasurer after the expiration of the delay fixed for presenting the petition contemplated in the last paragraph of this article.

Such meeting shall be presided over by the mayor or the pro-mayor or, in their absence, by a councillor.

The secretary-treasurer, acting as secretary of the meeting, shall read the repealing or amending by-law and submit it to the electors present and qualified to vote on such by-law. If, within the hour following the end of the reading of the by-law, six electors present who are property-owners and qualified to vote, or the majority of the electors qualified to vote when their number is less than twelve, demand that the by-law be submitted for approval to the electors who are property-owners, the chairman of the meeting shall fix as polling-day a suitable date within the forty days following such meeting; otherwise the by-law is deemed to have been approved by the electors.

If there is a poll, it shall be held on the date fixed by the chairman of the meeting of electors and according to the procedure prescribed by articles 387*a* to 387*l*. In no case can the by-law be approved by the electors unless one-third of those who are qualified to vote on such by-law and who reside in the municipality have voted. The only persons permitted to vote on the repealing or amending by-law, or on the portion of a by-law respecting such repeal or amendment, are the electors who are owners of immoveables situated in the municipality or, as the case may be, in the

municipalité ou, selon le cas, dans la zone ou le secteur affecté par le dit règlement ou la dite partie du règlement.

Toutefois, les propriétaires d'immeubles situés dans une zone ou un secteur contigu à celle ou à celui qu'affecte le règlement ou la partie de règlement en question sont aussi admis à voter, sur présentation au secrétaire-trésorier, dans les cinq jours qui suivent la période d'affichage de l'avis public visé au troisième alinéa du présent article, d'une requête signée par au moins douze électeurs propriétaires de la zone ou du secteur contigu en question, ou par la majorité d'entre eux si leur nombre est inférieur à vingt-quatre.

"392b. Lorsqu'un avis de motion a été donné pour la modification d'un règlement de zonage adopté en vertu de l'article 392a, aucun plan de construction ne peut être approuvé ni aucun permis accordé pour l'exécution de travaux qui, advenant l'adoption du règlement de modification, seront prohibés dans la zone ou le secteur concerné. Cependant, si le règlement de modification n'est pas adopté et mis en vigueur dans les trois mois de la date de l'avis de motion, la prohibition édictée par le présent article cesse alors d'être applicable aux travaux en question.

"392c. Toute corporation locale peut faire, amender ou abroger des règlements:

1. Pour décréter qu'aucun permis de construction ne sera accordé:

a) à moins que le terrain sur lequel doit être érigée chaque construction projetée, y compris ses dépendances, ne forme un lot distinct sur le plan officiel du cadastre ou sur le plan de subdivision fait et déposé conformément à l'article 2175 du Code civil;

b) à moins que les services publics d'aqueduc et d'égout ne soient établis sur la rue en bordure de laquelle on se propose d'ériger la construction concernée;

c) à moins que le lot sur lequel doit être érigée une construction ne soit adjacent à une rue publique.

Les dispositions des sous-paragraphes a, b et c du présent paragraphe ne s'appliquent pas aux constructions pour fins agricoles sur des terres en culture.

zone or sector affected by the said by-law or portion of a by-law.

Nevertheless, the owners of immovables situated in a zone or sector adjacent to that affected by the by-law or portion of a by-law in question shall also be permitted to vote, upon presentation to the secretary-treasurer, within the five days following the period of posting of the public notice provided for in the third paragraph of this article, of a petition signed by at least twelve electors who are property-owners in the adjacent zone or sector in question, or by the majority of them if their number is less than twenty-four.

"392b. When a notice of motion has been given to amend a zoning by-law adopted under article 392a, no building plan shall be approved nor shall any permit be granted for carrying out works which, should the amending by-law be adopted, will be prohibited in the zone or sector concerned. But if the amending by-law is not adopted and put in force within three months from the date of the notice of motion, the prohibition enacted by this article shall then cease to be applicable to the works in question.

"392c. Any local corporation may make, amend or repeal by-laws:

1. To decree that no building permit shall be granted:

a. unless the ground on which each proposed structure, including its dependencies, is to be built forms a separate lot on the official cadastral plan or on the subdivision plan made and deposited in accordance with article 2175 of the Civil Code;

b. unless the public waterworks and sewer services are installed in the street on which the structure in question is to be erected;

c. unless the lot on which a structure is to be erected is adjacent to a public street.

The provisions of sub-paragraphs a, b and c of this paragraph shall not apply to structures for agricultural purposes on lands under cultivation.

2. Pour établir un tarif d'honoraires exigibles pour la délivrance des certificats d'approbation et des permis de construction visés à l'article 392a. Cependant, dans le cas de construction d'habitations, ces honoraires ne doivent pas excéder dix dollars par logement.

"392d. Toute corporation locale peut faire, amender ou abroger des règlements pour:

a) constituer une commission d'urbanisme, composée du nombre de membres qu'elle détermine et qui peuvent être choisis parmi les membres du conseil, les officiers du conseil et les contribuables résidents de la municipalité;

b) attribuer à cette commission des pouvoirs d'étude et de recommandation en matières de construction, de zonage, d'esthétique et du plan directeur de la municipalité;

c) lui déléguer ses pouvoirs, ou certains de ses pouvoirs, en ce qui concerne l'application de ses règlements relatifs aux matières précitées;

d) créer les fonctions de président, de vice-président, de secrétaire, de trésorier ou de secrétaire-trésorier de cette commission ou telles de ces fonctions qu'elle juge utiles;

e) définir les devoirs et attributions de la commission, de ses membres et de ses officiers;

f) permettre à la commission d'établir ses règles de régie interne;

g) fixer le terme d'office des membres;

h) autoriser le conseil à nommer, par résolution, les membres et officiers de la commission et à lui adjoindre, par résolution également, les personnes dont les services peuvent lui être nécessaires pour s'acquitter de ses devoirs.

Le conseil peut voter et mettre à la disposition de la commission les sommes d'argent dont elle a besoin pour l'accomplissement de ses devoirs.

"392e. Toute corporation locale peut faire, amender ou abroger des règlements pour conclure avec une autre corporation municipale, une entente pour constituer une commission conjointe d'urbanisme pour l'ensemble du territoire soumis à leur

2. To establish a tariff of fees payable for the issue of the certificates of approval and building permits provided for in the article 392a. However, in the case of the construction of dwellings, such fees shall not exceed ten dollars per dwelling unit.

"392d. Any local corporation may make, amend or repeal by-laws:

a. To establish a town-planning commission, composed of such number of members as it shall determine, who may be chosen from among the members of the council, the officers of the council and the ratepayers residing in the municipality;

b. To assign to such commission powers of study and recommendation in matters of construction, zoning, aesthetics and the master plan of the municipality;

c. To delegate to it its powers, or some of its powers, respecting the application of its by-laws relating to the aforesaid matters;

d. To create the offices of chairman, vice-chairman, secretary, treasurer or secretary-treasurer of such commission or such of those offices as it may deem useful;

e. To define the duties and functions of the commission, its members and its officers;

f. To empower the commission to establish its rules of internal management;

g. To fix the term of office of the members;

h. To authorize the council to appoint, by resolution, the members and officers of the commission and to add to it, also by resolution, persons whose services may be necessary for the performance of its duties.

The council may vote and place at the disposal of the commission the sums of money which it may need for the fulfilment of its duties.

"392e. Any local corporation may make, amend or repeal by-laws to make with another municipal corporation an agreement to establish a joint town-planning commission for the whole territory under their jurisdiction, with such

juridiction, avec ceux des pouvoirs, devoirs et attributions mentionnés à l'article 392*d* qu'elles jugent à propos de lui conférer.

Chaque corporation municipale adopte à cette fin un règlement conforme à l'entente. Chacune doit être représentée dans la commission par au moins un membre, qu'elle nomme par résolution.

Au surplus, toutes les dispositions de l'article 392*d* qui ne sont pas inconciliables avec celles du présent article s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux commissions conjointes établies en vertu du présent article.

"392f. Toute corporation locale peut faire, amender ou abroger des règlements:

a) pour ordonner la confection d'un plan directeur du territoire ou de toute partie du territoire de la municipalité, avec spécification des fins auxquelles peut servir chacune des parties du territoire compris dans le plan;

b) pour décréter que ce plan directeur deviendra obligatoire; pour le modifier ou l'abroger, en entier ou en partie, sous réserve cependant des dispositions de l'article 392*a*;

c) pour fixer l'emplacement des rues publiques ou privées, ainsi que des ruelles ou places publiques sur les terrains que les propriétaires subdivisent en lots à bâtir; pour prohiber tels subdivisions et emplacements de rue ainsi que les ruelles ou places publiques qui ne concordent pas avec le plan directeur de la municipalité et obliger les propriétaires de rues et de ruelles privées à indiquer, de la manière que le conseil le stipule, leur caractère de voies privées;

d) pour prescrire, selon la topographie des lieux et l'usage auquel elles sont destinées, la manière dont les rues et ruelles, publiques ou privées, doivent être tracées, la distance à conserver entre elles et leur largeur si elle doit excéder soixante-six pieds anglais;

e) pour obliger le propriétaire de tout terrain à soumettre au préalable au conseil de la corporation ou à un officier désigné à cette fin par le conseil, tout plan de division ou de redivision de ce terrain ou de modification ou d'annulation de livre de renvoi d'une subdivision, que

of the powers, duties and functions mentioned in article 392*d* as they may deem expedient to assign to it.

Each municipal corporation shall pass for such purpose a by-law in accordance with the agreement. Each must be represented on the commission by at least one member appointed by it by resolution.

Furthermore, all the provisions of article 392*d* which are not inconsistent with those of this article shall apply, *mutatis mutandis*, to joint commissions established under this article.

"392f. Any local corporation may make, amend or repeal by-laws:

a. To order the making of a master plan of the territory or of any portion of the territory of the municipality, specifying the purposes for which each portion of the territory included in the plan may be used;

b. To enact that such master plan shall become obligatory; to amend or repeal the same, wholly or in part, subject however to the provisions of article 392*a*;

c. To regulate the laying out of the public or private streets and the lanes or public places upon lands which the owners are subdividing into building lots; to prohibit such subdivisions and laying out of streets as well as lanes or public places which do not coincide with the master plan of the municipality and to compel the owners of private streets and lanes to indicate, in the manner stipulated by the council, that the same are private;

d. To prescribe, according to the topography of the ground and the use for which they are intended, the manner of laying out public or private streets and lanes, the distance to be left between them and their width if it is to exceed sixty-six feet English measure;

e. To compel the owner of any land to submit previously to the council of the corporation or to an officer designated for such purpose by the council, any plan dividing or redividing such land or amending or cancelling the book of reference of a subdivision, whether such plan provides

ce plan prévoit ou non des rues, et à obtenir du conseil ou de l'officier en question un permis de lotissement;

f) pour établir un tarif d'honoraires exigibles pour l'émission d'un tel permis de lotissement;

g) pour exiger, comme condition préalable à l'approbation d'un plan de subdivision, que des rues y soient prévues ou non, que le propriétaire cède à la corporation locale, pour fins de parcs ou de terrains de jeux, une superficie de terrain n'excédant pas cinq pour cent du terrain compris dans le plan et situé à un endroit qui, de l'avis du conseil, convient pour l'établissement de parcs ou de terrains de jeux, ou exiger du propriétaire, au lieu de cette superficie de terrain, le paiement d'une somme n'excédant pas cinq pour cent de la valeur mentionnée au rôle d'évaluation du terrain compris dans le plan. Le produit de ce paiement doit être versé dans un fonds spécial qui ne peut servir qu'à l'achat de terrains destinés à l'établissement ou à l'aménagement de parcs et de terrains de jeux et les terrains cédés à la corporation locale en vertu du présent paragraphe ne peuvent être utilisés que pour des parcs ou des terrains de jeux;

h) pour décréter, de concert avec le conseil d'autres corporations municipales intéressées, la confection d'un plan directeur commun du territoire ou d'une partie du territoire de chacune de ces corporations et pour rendre ce plan obligatoire, dans la municipalité, pour la partie qui la concerne;

i) pour modifier ou abroger, de concert avec le conseil d'autres corporations municipales intéressées, un tel plan directeur commun, en tout ou en partie, dans la mesure conciliable avec les dispositions des articles 392a, 392b et 392c;

j) pour obliger le propriétaire de tout terrain à soumettre au préalable tout plan de division ou de redivision de ce terrain ou de modification ou d'annulation de livre de renvoi d'une subdivision, que ce plan prévoit ou non des rues, à une commission créée à cette fin en vertu de l'article 392e, par les corporations municipales intéressées dans le plan directeur commun, et à obtenir de la dite commission un permis de lotissement;

for streets or not, and to obtain from the council or the officer concerned a subdivision permit;

f. To establish a tariff of fees payable for the issue of such subdivision permit;

g. To require, as a condition precedent to the approval of a subdivision plan, whether it provides for streets or not, that the owner convey to the local corporation, for park or playground purposes, an area of land not exceeding five per cent of the land comprised in the plan and situated at a place which, in the opinion of the council, is suitable for the establishment of parks or playgrounds; or to exact from the owner, instead of such area of land, the payment of a sum not exceeding five per cent of the value mentioned in the valuation roll of the land comprised in the plan. The proceeds of such payment must be paid into a special fund which may be used only for the purchase of lands intended for the establishing or equipping of parks and playgrounds and the lands conveyed to the local corporation under this paragraph can only be used for parks or playgrounds;

h. To order, in concert with the councils of other interested municipal corporations, the making of a joint master plan of the territory or a portion of the territory of each of such corporations and to render such plan obligatory within the municipality as regards the portion which concerns it;

i. To amend or repeal, in concert with the councils of the other interested municipal corporations, such joint master plan, wholly or in part, in so far as is consistent with the provisions of articles 392a, 392b and 392c;

j. To compel the owner of any land to submit previously any plan dividing or redividing such land or amending or cancelling the book of reference of a subdivision, whether such plan provides for streets or not, to a commission created for such purpose under section 392e, by the municipal corporations interested in the joint master plan, and to obtain from the said commission a subdivision permit;

k) pour établir un tarif d'honoraires exigibles pour la délivrance d'un tel permis de lotissement."

k. To establish a tariff of fees payable for the issue of such subdivision permit."

C. M., a.
404b, aj.

6. Le dit code est modifié en ajoutant, après l'article 404a, le suivant:

6. The said code is amended by adding, after article 404a, the following article: M. C., a.
404b, ad.

"404b. Toute corporation locale peut faire, amender ou abroger des règlements pour établir un incinérateur ou un dépôt et pour conclure une entente avec toute corporation municipale pour leur organisation et exploitation en commun."

"404b. Any local corporation may make, amend or repeal by-laws to establish an incinerator or garbage-dump and to make an agreement with any municipal corporation for the joint organization and operation thereof."

Id., a.
420a, aj.

7. Le dit code est modifié en ajoutant, après l'article 420, le suivant:

7. The said code is amended by adding, after article 420, the following article: Id., a.
420a, ad.

"420a. Toute corporation locale peut faire, amender ou abroger des règlements pour conclure avec une autre corporation municipale, entièrement ou partiellement située dans un rayon de dix milles, une entente ayant pour objet de lui fournir les services de son corps de police et l'usage de ses lieux de détention, pour mettre à sa disposition sa brigade de pompiers ou l'organiser en commun. Cette autre corporation municipale peut adopter un règlement pour accepter cette entente et pourvoir au paiement des dépenses.

"420a. Any local corporation may make, amend or repeal by-laws to make with any other municipal corporation, wholly or partly situated within a radius of ten miles, an agreement to supply it with the services of its police force and the use of its place of detention, and to put its fire brigade at the others' disposal or organize one in common. Such other municipal corporation may make a by-law to accept such agreement and provide for payment of the expenses.

L'entente doit être conclue pour une période de six ans et elle se renouvelle par périodes successives de trois ans à défaut d'avis écrit de six mois donné par une partie à l'autre.

The agreement shall be made for a period of six years and shall be renewed automatically by successive periods of three years failing written notice of six months given by either party to the other.

Les règlements qui autorisent cette entente requièrent l'approbation du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale de Québec."

The by-laws authorizing such agreement must be approved by the Minister of Municipal Affairs and the Quebec Municipal Commission."

Id., a.
684a, aj.

8. Le dit code est modifié en ajoutant, après l'article 684, le suivant:

8. The said code is amended by adding, after article 684, the following article: Id., a.
684a, ad.

"684a. Le conseil peut imposer la taxe spéciale pour le paiement de travaux municipaux de toute nature, y compris les travaux d'entretien, soit sur la base de l'évaluation municipale, soit sur la superficie, soit sur l'étendue en front des biens-fonds imposables assujettis à cette taxe.

"684a. The council may impose the special tax for the payment of municipal works of any kind, including works of maintenance, according to either the municipal valuation or the area or the frontage of the taxable real estate subject to such tax.

Le conseil peut aussi mettre le coût de ces travaux soit entièrement à la charge de la corporation, soit à la fois à sa charge et à celle des contribuables d'une ou de

The council may also charge the cost of such works either entirely to the corporation or to both the corporation and the ratepayers of one or more portions

plusieurs parties de la municipalité, dans les proportions que détermine le règlement."

of the municipality, in the proportions determined by the by-law."

C. M., a.
696a, aj.

9. Le dit code est modifié en ajoutant après l'article 696, le suivant:

9. The said code is amended by adding after article 696, the following: M.C., a.
696a, ad.

"696a. 1. Le conseil peut décréter par règlement que tout terrain utilisé comme terrain de golf, d'une superficie de soixante arpents ou plus, appartenant à une association ou corporation sans but lucratif groupant au moins cent membres ou sociétaires, n'est pas imposable sur une valeur dépassant cinq cents dollars l'arpent.

"696a. 1. The council may provide by by-law that any land used as a golf course, of an area of sixty arpents or more, belonging to an association or corporation without pecuniary gain having at least one hundred members or shareholders, shall not be taxable at a value of more than five hundred dollars an arpent.

2. Lorsqu'un tel règlement est adopté par le conseil, le rôle d'évaluation mentionne néanmoins la valeur réelle du terrain et le secrétaire-trésorier établit le montant des taxes qui, sans ce règlement, seraient exigibles.

2. When such a by-law is passed by the council, the valuation roll shall nevertheless mention the real value of the land and the secretary-treasurer shall determine the taxes which, but for such by-law, would be payable.

3. Si ce terrain cesse d'être utilisé conformément au paragraphe 1, la différence entre le montant des taxes exigibles selon la valeur réelle et celui qui a été effectivement payé devient due et est perçue au même titre que toute autre taxe municipale avec intérêt au taux de cinq pour cent composé annuellement.

3. If such land ceases to be used in accordance with paragraph 1, the difference between the amount of the taxes payable according to the real value and that actually paid shall become due and be collected in the same way as any other municipal tax, with interest at five per cent compounded annually.

4. Si le terrain cesse en partie d'être utilisé conformément au paragraphe 1, la différence mentionnée au paragraphe 3 devient due en proportion de la superficie.

4. If the land ceases in part to be used in accordance with paragraph 1, the difference mentioned in paragraph 3 shall become due in proportion to the area.

5. Un règlement adopté en vertu du présent article ne peut être abrogé dans les dix ans de son adoption.

5. A by-law adopted under this section cannot be repealed within ten years of its adoption.

6. L'association ou corporation intéressée n'a droit à la réduction de taxes qu'après avoir fait enregistrer suivant le Code civil un acte décrivant le terrain visé et par lequel elle accepte l'obligation éventuelle prévue aux paragraphes 3 et 4."

6. The association or corporation concerned shall not be entitled to the reduction of taxes until it has caused to be registered in accordance with the Civil Code a deed describing the land involved and in which it assumes the contingent obligation envisaged in paragraphs 3 and 4."

Id., a.
758, remp.

10. L'article 758 du dit code, remplacé par l'article 19 de la loi 8 George V, chapitre 60, et modifié par l'article 29 de la loi 11 George V, chapitre 48, l'article 7 de la loi 16 George V, chapitre 34, l'article 19 de la loi 18 George V, chapitre 94, l'article 6 de la loi 1 George VI, chapitre 51, l'article 21 de la loi 5 George VI, chapitre 69, et par l'article 9 de la loi 6

10. Article 758 of the said code, replaced by section 19 of the act 8 George V, chapter 60, and amended by section 29 of the act 11 George V, chapter 48, section 7 of the act 16 George V, chapter 34, section 19 of the act 18 George V, chapter 94, section 6 of the act 1 George VI, chapter 51, section 21 of the act 5 George VI, chapter 69, and by section 9 of the

Id., a.
758, re-
placed.

George VI, chapitre 69, est de nouveau remplacé par le suivant:

act 6 George VI, chapter 69, is again replaced by the following:

"758. 1. Les emprunts des corporations par émissions de bons ou autrement et les émissions de bons pour fins de paiement ou d'aide ne sont faits que sur un règlement à cet effet qui doit, pour entrer en vigueur et devenir exécutoire, être approuvé par les électeurs municipaux propriétaires d'immeubles imposables, conformément au présent article et subséquemment autorisé par le ministre des affaires municipales.

2. Une assemblée publique des électeurs municipaux propriétaires d'immeubles imposables doit être tenue, après l'adoption d'un tel règlement, au lieu, au jour et à l'heure fixés par le conseil à cette fin.

3. Cette assemblée doit être tenue entre sept heures et dix heures du soir, au plus tard le trentième jour de la date de l'adoption du règlement, après un avis de convocation d'au moins dix jours francs donné par le secrétaire-trésorier.

4. Elle est présidée par le maire ou le pro-maire ou, en leur absence, par un conseiller.

5. Le secrétaire-trésorier, agissant comme secrétaire de l'assemblée, lit le présent article et le règlement et soumet celui-ci aux électeurs présents et habiles à voter sur ce règlement.

6. Si, avant qu'il se soit écoulé deux heures depuis l'ouverture de l'assemblée, dix électeurs présents demandent que le règlement soit soumis pour approbation aux électeurs municipaux propriétaires d'immeubles imposables, le président de l'assemblée doit fixer le jour du vote sur ce règlement, à une date appropriée dans les quarante jours suivant cette assemblée; dans le cas contraire, le règlement est réputé avoir été approuvé par les électeurs.

7. Dans le cas où l'emprunt est contracté pour des travaux dont le coût doit être supporté par les propriétaires d'immeubles d'une partie seulement de la municipalité, si le nombre des électeurs propriétaires intéressés est inférieur à quarante, la demande prévue au paragraphe précédent peut être faite par le quart d'entre eux.

"758. 1. Corporation loans, by a bond issue or otherwise, and issues of bonds, in payment or for aid, are effected only under a by-law to that effect which, in order to come into force and effect, must be approved by the municipal electors who are owners of taxable immovables, in accordance with this article, and subsequently authorized by the Minister of Municipal Affairs.

2. A public meeting of the municipal electors who are owners of taxable immovables shall be held after the passing of such by-law, at the place, on the day and at the time fixed by the council for such purpose.

3. Such meeting shall be held between seven and ten o'clock in the evening, on or before the thirtieth day after the date of the passing of the by-law, after the secretary-treasurer has given a notice of convocation of at least ten clear days.

4. Such meeting shall be presided over by the mayor or the pro-mayor or, in their absence, by a councillor.

5. The secretary-treasurer, acting as secretary of the meeting, shall read the present article and the by-law and submit the latter to the electors present and qualified to vote on such by-law.

6. If, within two hours of the opening of the meeting, ten of the electors present demand that the by-law be submitted for the approval of the municipal electors who are owners of taxable immovables, the chairman of the meeting shall fix, for voting on such by-law, a suitable date within the forty days following such meeting; otherwise the by-law is deemed to have been approved by the electors.

7. When the loan is contracted for works the cost of which is to be charged to the property-owners of a part only of the municipality, if the elector-proprietors concerned are fewer than forty in number, the demand provided for in the preceding paragraph may be made by one-fourth of their number.

8. Lorsque le vote n'est pas demandé à l'assemblée publique prévue au présent article, le règlement est réputé avoir été approuvé par les électeurs, même dans le cas des articles 771 et 774a; si le vote a lieu et que la corporation tombe dans l'un des cas prévus aux articles 771 ou 774a, le règlement doit faire l'objet d'un vote suivant les proportions édictées à l'article 771 ou, selon le cas, à l'article 774a."

8. When a poll is not demanded at the public meeting provided for by this article, the by-law shall be deemed to have been approved by the electors, even in the case of articles 771 and 774a; if a poll is held and the corporation falls under one of the cases provided for in article 771 or 774a, the by-law shall be voted on according to the proportions enacted in article 771 or 774a, as the case may be."

C. M., a.
758a. aj.

11. Le dit code est modifié en ajoutant, après l'article 758, le suivant:

11. The said code is amended by adding, after article 758, the following article: M. C., a.
758a. ad.

"758a. Lorsque, suivant la procédure de l'article 758, le vote des électeurs propriétaires doit avoir lieu il faut, pour qu'un règlement soit approuvé par eux, que le nombre de votes donnés sur le règlement, sauf les cas prévus aux articles 771 et 774a, atteigne au moins un quart du nombre des propriétaires d'immeubles imposables dans la municipalité qui sont électeurs municipaux et qui résident dans la municipalité; en outre, le règlement doit être approuvé par la majorité en nombre et en valeur de tous les propriétaires résidant ou non dans la municipalité qui ont voté.

"758a. When, in accordance with the procedure of article 758, a vote of the elector-proprietors must be taken, it shall be necessary, for a by-law to be approved by them, that the number of votes cast with reference to the by-law, saving the cases provided for in articles 771 and 774a, be at least one quarter of the number of proprietors of taxable immoveables in the municipality who are municipal electors and who reside in the municipality; furthermore, the by-law must be approved by the majority in number and in value of all the proprietors, whether resident or not in the municipality, who have voted.

La résidence, aux fins du présent article, est celle portée au rôle d'évaluation."

Residence, for the purposes of this article, shall be that entered in the valuation roll."

Id., a.
768, remp.

12. L'article 768 du dit code, modifié par l'article 20 de la loi 20 George V, chapitre 103, est remplacé par le suivant:

12. Article 768 of the said code, Id., a.
768, re-
placed. amended by section 20 of the act 20 George V, chapter 103, is replaced by the following:

"768. Lorsque, en vertu de l'article 758, un règlement d'emprunt doit être soumis à l'approbation des électeurs, le vote est pris, à la date fixée par le président de l'assemblée des électeurs, en la manière prévue aux articles 387a à 387l."

"768. Whenever, under article 758, a loan by-law must be submitted for the approval of the electors, the vote shall be taken on the date fixed by the chairman of the meeting of electors, in the manner provided by articles 387a to 387l."

Entrée en
vigueur.

13. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

13. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming
into force.